

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2020 et 2019
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (« CRCD ») aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CRCD, qui comprennent :

- les bilans individuels aux 31 décembre 2020 et 2019;
- les états individuels du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états individuels des variations de l'actif net pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 11 février 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 298 331	1 249 967
Autres investissements	8	917 914	992 746
Immobilisations incorporelles	10	7 222	4 466
Impôts sur le bénéfice	19	31 083	32 486
Comptes débiteurs	11	28 910	32 699
Encaisse	12	7 003	6 961
		2 290 463	2 319 325
PASSIF			
Passifs financiers	13	4 645	2 252
Impôts sur le bénéfice	19	4 234	168
Comptes créditeurs	14	8 786	8 439
		17 665	10 859
ACTIF NET	16	2 272 798	2 308 466
NOMBRE D'ACTION ORDINAIRE EN CIRCULATION		140 110 229	144 849 327
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		16,22	15,94

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Bernard Bolduc, B.A.A. Finance, administrateur

(signé) Jean-Guy Senécal, FCPA, FCA, B.A.A., administrateur

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire

	Notes	2020 \$	2019 \$
PRODUITS			
Intérêts	7	25 122	26 083
Dividendes et distributions		22 656	28 766
Frais d'administration		455	361
		48 233	55 210
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		77 606	35 512
Non réalisés		(39 135)	28 191
		38 471	63 703
TOTAL DES PRODUITS ET DES GAINS SUR INVESTISSEMENTS		86 704	118 913
CHARGES			
Frais de gestion		21 321	19 007
Autres frais d'exploitation	18	5 160	5 548
Services aux actionnaires	18	11 270	11 089
		37 751	35 644
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS		48 953	83 269
Impôts sur le bénéfice	19	2 524	1 967
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE		46 429	81 302
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES		137 788 362	140 340 554
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE		0,34	0,58

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	Capital-actions (note 16)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$		
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	46 429	46 429
Opérations sur le capital-actions⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	9 278 358	139 842	-	-	9 278 358	139 842	-	139 842
Rachat d'actions ordinaires	(13 988 260)	(145 842)	(29 196)	(435)	(14 017 456)	(146 277)	(75 662)	(221 939)
Échange d'actions ordinaires	5 984	59	(5 984)	(92)	-	(33)	33	-
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2020	126 847 667	1 523 336	13 262 562	198 918	140 110 229	1 722 254	550 544	2 272 798
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	141 391 214	1 577 431	-	-	141 391 214	1 577 431	591 373	2 168 804
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	81 302	81 302
Opérations sur le capital-actions⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	8 742 237	140 017	-	-	8 742 237	140 017	-	140 017
Rachat d'actions ordinaires	(5 284 124)	(54 623)	-	-	(5 284 124)	(54 623)	(27 034)	(81 657)
Échange d'actions ordinaires	(13 297 742)	(133 548)	13 297 742	199 445	-	65 897	(65 897)	-
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	2020 \$	2019 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net de l'exercice	46 429	81 302
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(38 471)	(63 703)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(1 178)	(734)
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 390	365
Impôts différés	4 066	(2 569)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(5 537)	(1 253)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	1 403	(6 009)
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(12 360)
Comptes débiteurs	181	(612)
Comptes créditeurs	160	2 424
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(174 806)	(263 841)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	152 942	109 136
Acquisition d'autres investissements	(935 230)	(1 010 281)
Produit de la cession d'autres investissements	1 009 716	1 119 110
	61 065	(49 025)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4 146)	(3 808)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	139 842	140 017
Rachat d'actions ordinaires	(221 939)	(81 657)
	(82 097)	58 360
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(25 178)	5 527
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	46 780	41 253
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	21 602	46 780
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	18 115	24 105
Dividendes et distributions reçus	22 140	28 642
Impôts sur les bénéfices recouverts (payés)	2 945	(22 905)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- L'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les autres administrateurs.

Des changements à la gouvernance de CRCD entreront en vigueur dès la prochaine assemblée générale annuelle comme le prévoit le *Projet de loi numéro 41*, sanctionné par l'Assemblée nationale du Québec le 17 mars 2020.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % (64 % au 31 décembre 2019) de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente.

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice. Au 31 décembre 2020 et 2019, les cibles ont été atteintes.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 11 février 2021.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs, le découvert bancaire ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers individuels sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.
- L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.
- Le découvert bancaire et les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.
- Les garanties et cautionnements sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi toute plus-value (moins-value) qui en résulte est comptabilisée aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ».

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'il est établie par les fonds en date du bilan.

Garanties et cautionnements

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une garantie ou un cautionnement qu'il a accordé, une moins-value équivalente à l'estimation du montant à assumer sera comptabilisée à titre de passif.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Immobilisations incorporelles

Le développement informatique est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées à l'interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminuées, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

Incorporelles	Méthode	Durée
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

e) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

f) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

f) Constatation des produits (suite)

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

g) Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

h) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

h) Impôts (suite)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

i) Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses (suite)

COVID-19 – jugements significatifs, estimations et hypothèses

L'évolution de la pandémie de la COVID-19 et de la reprise économique demeure incertaine et continue d'apporter des incertitudes au niveau des hypothèses retenues. Bien que les techniques d'évaluation utilisées par CRCD pour déterminer la juste valeur des investissements à impact économique québécois qui ne sont pas négociés sur un marché actif soient demeurées essentiellement les mêmes, les données d'entrées non observables utilisées au 31 décembre 2020 ont été ajustées pour tenir compte des impacts potentiels de la COVID-19 en fonction des informations et des données disponibles à cette date.

La durée et l'ampleur de l'impact économique de la pandémie sur les résultats futurs des compagnies en portefeuille sont impossibles à déterminer avec certitude. Il existe un risque que les hypothèses utilisées et les projections retenues par CRCD aux fins de la détermination de la juste valeur des investissements à impact économique québécois qui ne sont pas négociés sur un marché actif diffèrent des résultats réels, ce qui pourrait occasionner une volatilité accrue de la juste valeur des instruments financiers et de l'actif net au cours des prochains semestres.

Note 5 – Modifications comptables futures

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2020 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	365 070	33 014	398 084
Actions privilégiées	312 033	66 994	379 027
Parts de fonds	254 357	93 455	347 812
Prêts et avances	154 473	(1 289)	153 184
Billet ⁽¹⁾	2 990	(72)	2 918
Garantis			
Prêts et avances	19 132	(1 826)	17 306
Total	1 108 055	190 276	1 298 331

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	303 952	103 767	407 719
Actions privilégiées	307 166	62 494	369 660
Parts de fonds	252 274	72 321	324 595
Prêts et avances	135 533	(2 189)	133 344
Billet ⁽¹⁾	2 461	297	2 758
Garantis			
Prêts et avances	13 478	(1 587)	11 891
Total	1 014 864	235 103	1 249 967

⁽¹⁾ Le 28 septembre 2017, CRCD s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCD sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCD et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 72,8 M\$ (48,5 M\$ au 31 décembre 2019) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 11,8 M\$ (12,6 M\$ au 31 décembre 2019).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,0 % (8,7 % au 31 décembre 2019). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 13,1 M\$ (10,2 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits et, dans une moindre mesure, à la variation du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,3 années (4,0 années au 31 décembre 2019), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 13,4 M\$ (32,5 M\$ au 31 décembre 2019).

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Au 31 décembre 2020				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	584 520	214 474	51 714	257 347	1 108 055
Gain (perte) non réalisé	79 896	21 757	(4 760)	93 383	190 276
Juste valeur	664 416	236 231	46 954	350 730	1 298 331
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	13 242	11 050	4 965	202 512	231 769
Garanties et cautionnements ⁽²⁾	224	6 233	-	-	6 457
Total	677 882	253 514	51 919	553 242	1 536 557

	Au 31 décembre 2019				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	533 581	174 660	33 288	273 335	1 014 864
Gain (perte) non réalisé	83 238	85 908	(6 661)	72 618	235 103
Juste valeur	616 819	260 568	26 627	345 953	1 249 967
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	41 449	900	4 929	189 731	237 009
Total	658 268	261 468	31 556	535 684	1 486 976

⁽¹⁾ Les fonds engagés, mais non déboursés, n'apparaissent pas à l'actif.

⁽²⁾ En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, lorsque CRCD fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même les Autres investissements.

Garanties et cautionnements

Au 31 décembre 2020, CRCD a consenti des garanties d'un montant total de 6,5 M\$ (aucune au 31 décembre 2019), dans le cadre de cautions adossées à des prêts octroyés à des compagnies dans lesquelles CRCD a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une compagnie ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée de ces cautions est de deux à trois ans.

Au 31 décembre 2020, aucun montant n'a été comptabilisé dans les passifs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés, représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 \$	2025 et après \$	Total \$
153 917	24 247	16 377	3 695	33 533	231 769

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	7	216 875	9	254 725
Entités associées				
Entreprises partenaires	27	287 097	28	296 890
Fonds	11	326 660	11	319 537

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 45 % au 31 décembre 2020 et 2019 pour les entités associées. Les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales au 31 décembre 2020 (deux filiales et une entité associée au 31 décembre 2019). Au cours des exercices terminés le 31 décembre 2020 et 2019, CRCD n'a reçu aucun dividende significatif d'une filiale.

Au 31 décembre 2020, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 % (13 % et 100 % au 31 décembre 2019).

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	179 829	4 865	184 694
Provinciales, municipales ou garanties	203 529	14 369	217 898
Institutions financières	48 335	3 647	51 982
Sociétés	66 091	6 121	72 212
	497 784	29 002	526 786
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	31 508	-	31 508
Contrats de change ⁽²⁾	-	719	719
Fonds d'actions canadiennes	60 777	5 813	66 590
Fonds d'actions mondiales	113 463	4 150	117 613
Fonds immobiliers	110 778	957	111 735
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	62 247	716	62 963
Total	876 557	41 357	917 914

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	212 266	(1 812)	210 454
Provinciales, municipales ou garanties	189 104	4 870	193 974
Institutions financières	72 338	2 358	74 696
Sociétés	54 611	2 297	56 908
	528 319	7 713	536 032
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	46 037	-	46 037
Contrats de change ⁽²⁾	-	850	850
Fonds d'actions canadiennes	55 058	7 731	62 789
Fonds d'actions mondiales	158 642	15 440	174 082
Fonds immobiliers	108 046	4 016	112 062
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	60 979	(85)	60 894
Total	957 081	35 665	992 746

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2020			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	3 003	13 977	480 804	497 784
Valeur nominale	3 000	13 774	496 197	512 971
Juste valeur	3 011	14 766	509 009	526 786
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,31 %	2,43 %	1,98 %	1,99 %
Taux moyen effectif	0,94 %	2,11 %	2,01 %	2,00 %

	Au 31 décembre 2019			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	8 010	6 695	513 614	528 319
Valeur nominale	8 265	6 735	518 832	533 832
Juste valeur	8 258	6 858	520 916	536 032
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,83 %	3,20 %	2,36 %	2,36 %
Taux moyen effectif	1,93 %	3,32 %	2,48 %	2,48 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de bons du Trésor, de papiers commerciaux et d'acceptations bancaires au 31 décembre 2020 comparativement à des bons du Trésor, des papiers commerciaux, des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur au 31 décembre 2019.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 69,6 M\$ US (51,7 M\$ US au 31 décembre 2019) et un notionnel de 7,6 M€ (8,6 M€ au 31 décembre 2019) ont une échéance de trois mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 111,5 M\$ (205,5 M\$ au 31 décembre 2019)

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 11,5 M\$ (15,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 \$	2025 et après \$	Total \$
-	2 000	-	-	-	2 000

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2020			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	19 396	-	1 278 935	1 298 331
Autres investissements	642 389	163 790	111 735	917 914
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	19 423	19 423
Total des actifs financiers	661 785	163 790	1 410 093	2 235 668
Passifs financiers	-	-	4 645	4 645
	Au 31 décembre 2019			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	23 877	-	1 226 090	1 249 967
Autres investissements	698 923	181 761	112 062	992 746
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 031	23 031
Total des actifs financiers	722 800	181 761	1 361 183	2 265 744
Passifs financiers	-	-	2 252	2 252

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (un transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2020			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) réalisés	61 242	-	13 376	(2 393)
Gains (pertes) non réalisés	(39 636)	(3 060)	-	-
Acquisitions/émissions	187 991	2 733	1 336	-
Cessions/remboursements	(156 752)	-	(18 320)	-
Juste valeur au 31 décembre 2020	1 278 935	111 735	19 423	(4 645)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2020	(37 086)	(3 060)	-	-
	Au 31 décembre 2019			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 061 668	96 428	36 925	(4 726)
Gains (pertes) réalisés	9 605	2 840	2 722	(377)
Gains (pertes) non réalisés	(11 591)	915	-	-
Acquisitions/émissions	268 964	62 308	-	-
Cessions/remboursements	(102 556)	(50 429)	(16 616)	2 851
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2019	(12 116)	3 418	-	-

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2020			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	92 660	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,0 % à 13,7 % (8,3 %)
Actions non participantes	216 613	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,1 % à 12,3 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	201 584	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,1 % à 13,1 % (11,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,7 % à 14,7 % (11,6 %)
	23 696	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	39 018	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	180 882	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 21,2 % (10,2 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,3 % à 43,1 % (17,7 %)
	53 281	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	89 560	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	30 911	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 918	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	347 812	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 278 935			
Autres investissements – Fonds immobiliers	111 735	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	19 423	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,3 % à 9,0 % (8,2 %)
Passifs financiers	(4 645)	Diverses	-	

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2019

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	80 366	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,7 % à 15,1 % (9,7 %)
Actions non participantes	212 062	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 14,5 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	161 635	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,8 % à 12,5 % (11,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 9,2 % à 26,9 % (13,0 %)
	82 085	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	39 206	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	138 520	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 19,0 % (10,5 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,5 % à 25,9 % (14,2 %)
	99 257	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	69 621	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	15 985	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 758	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	324 595	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 226 090			
Autres investissements – Fonds immobiliers	112 062	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois	23 031	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (4,1 %)
Passifs financiers	(2 252)	Diverses	-	

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,2 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,2 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

	Développement informatique (\$)
Coût	
Au 31 décembre 2018	1 096
Acquisition	3 808
Au 31 décembre 2019	4 904
Acquisition	4 146
Au 31 décembre 2020	9 050
Amortissement cumulé	
Au 31 décembre 2018	(73)
Amortissement	(365)
Au 31 décembre 2019	(438)
Amortissement	(1 390)
Au 31 décembre 2020	(1 828)
Valeur nette comptable	
Au 31 décembre 2020	7 222
Au 31 décembre 2019	4 466

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	8 942	8 729
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	19 423	23 031
Autres	545	939
Total	28 910	32 699

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 18,2 M\$ (19,3 M\$ au 31 décembre 2019).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCO s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 9,7 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2019) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Encaisse	7 003	6 961
Instruments de marché monétaire	14 599	39 819
Total	21 602	46 780

Note 13 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2020, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 4,6 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (2,3 M\$ au 31 décembre 2019).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Note 14 – Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 524	6 364
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	187	-
Autres	2 075	2 075
Total	8 786	8 439

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 15 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 250 M\$ au 31 décembre 2020 (200 M\$ au 31 décembre 2019) auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Cette marge de crédit porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 % (0,5 % au 31 décembre 2019) et est renouvelable annuellement. La marge de crédit a été utilisée jusqu'à un montant de 128,2 M\$ au cours de l'exercice 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019). Au 31 décembre 2020 et 2019, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

Note 16 – Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire des représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021, CRCD est autorisé à recueillir un montant annuel maximal de 140 M\$ en actions de catégorie A « Émission » et à procéder à l'échange des actions de catégorie A « Émission » détenues depuis au moins sept ans en actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale de 100 M\$.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2020 s'élève à 2 272,8 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	*Solde en M\$			Rachat possible à compter de
	Actions « Émission »	Actions « Échange »	Total	
2001 à 2013	1 002,0	-	1002,0	Aujourd'hui
2014	84,6	-	84,6	2021
2015	199,2	-	199,2	2022
2016	168,0	-	168,0	2023
2017	158,0	-	158,0	2024
2018	154,2	109,8	264,0	2025
2019	141,5	105,3	246,8	2026
2020	150,2	-	150,2	2027
Actif net	2 057,7	215,1	2 272,8	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2020.

Note 17 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net. Le contexte de la pandémie au premier semestre 2020 a entraîné une augmentation des demandes de rachats d'actions de CRCD. De par son portefeuille des autres investissements, CRCD dispose des liquidités nécessaires pour honorer les rachats d'actions et effectuer les investissements pour soutenir les compagnies en portefeuille. Afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, les facilités de crédit mises en place depuis plusieurs années ont été utilisées.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 18 – Charges

	2020 \$	2019 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	3 154	2 967
Honoraires pour services professionnels	672	450
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	570	598
Honoraires d'audit	234	180
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	121	152
Marketing	22	763
Autres charges	387	438
	5 160	5 548
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 201	2 243
Communication de l'information aux actionnaires	349	424
Frais de distribution	5 188	5 273
Frais informatiques	3 183	2 804
Autres charges	349	345
Total	11 270	11 089

Note 19 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2020		2019	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles (recouvrement)	(1 542)	-	4 536	-
Différés	4 066	-	(2 569)	-
Total	2 524	-	1 967	-

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2020 \$	2019 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % (39,6 % en 2019)	19 336	32 975
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(10 440)	(23 983)
Dividendes non imposables	(4 818)	(6 062)
Autres	(1 554)	(963)
Total	2 524	1 967

Note 19 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actif		
Impôts en main remboursables	30 996	26 019
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	87	6 467
Total	31 083	32 486
Passif		
Impôts différés – frais d'émission et de distribution	3 697	3 385
Impôts différés – montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	(7 025)	(2 818)
Impôts différés – autres	(906)	(735)
Total	(4 234)	(168)

CRCD s'attend à recouvrer 7,0 M\$ (9,9 M\$ au 31 décembre 2019) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 et a été prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % (1,75 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, un tel ajustement à la baisse de 11,8 M\$ (12,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. Cette convention qui était en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020 a été prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration qui était en vigueur du 1^{er} mai 2009 au 31 décembre 2020 a été renouvelé d'un an jusqu'au 31 décembre 2021.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention qui était en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020 a été prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2020			Au 31 décembre 2019		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	719	719	-	830	830
Immobilisations incorporelles	-	7 222	7 222	-	4 466	4 466
Comptes débiteurs	-	-	-	-	2	2
Encaisse	-	7 094	7 094	-	7 079	7 079
Passif						
Comptes créditeurs	907	5 526	6 433	2 022	5 510	7 532

	2020			2019		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	-	-	-	6	6
Gains (pertes) sur investissements	-	(471)	(471)	-	3 543	3 543
Charges						
Frais de gestion	21 321	-	21 321	19 007	-	19 007
Autres frais d'exploitation	-	2 902	2 902	-	2 655	2 655
Services aux actionnaires	-	10 572	10 572	-	10 319	10 319

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins, Desjardins Société de placement et Desjardins Gestion internationale d'actifs. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 484 000 \$ (500 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).